



## Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Isabelle GIANIEL, Marie-Christine PANOS, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

## **Ressources Humaines - Régime indemnitaire - Modalité d'attribution de la part complémentaire - Approbation**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 8 octobre 2012, le versement d'une part complémentaire du régime indemnitaire liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel, a été instauré.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Comme chaque année, cette délibération précise les modalités d'attribution de la part complémentaire, dont le principe a été décidé par la délibération précitée n°11123 en date du 8 octobre 2012.

Le versement de cette part en 2019 concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés justifiant d'une ancienneté sur l'ensemble de la période de référence, établie entre le 1<sup>er</sup> novembre 2017 et le 31 octobre 2018.

Pour les agents transférés au titre de l'article L5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et les agents mutualisés au titre de l'article L5211-4-2 du code précité, la période de référence sera établie à compter de leur date de transfert ou de mutualisation au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et ce jusqu'au 31 octobre 2018.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents sur l'ensemble de la période de référence, soit 360 jours d'absences. En outre, cette part sera réduite de moitié pour les agents totalisant au moins 180 jours d'absences sur la période de référence. Pour les agents transférés de l'article L5211-4-1 du CGCT et les agents mutualisés de l'article L5211-4-2 du CGCT, le nombre de jours d'absence sera proratisé en fonction de leur date d'arrivée au sein de la Métropole.

Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie, longue durée et grave maladie), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition (si l'agent n'est pas rémunéré par Montpellier Méditerranée Métropole).

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant annuel moyen de 300 euros bruts par agent. Les attributions individuelles s'effectueront selon les niveaux de montants annuels suivants : 0 €, 50 €, 100 €, 150 €, 200 €, 250 €, 300 €, 350 €, 400 €, 450 €, 500 €, 550 € et 600 €.

Compte tenu des transferts au titre de l'article L5211-4-1 précité et des mutualisations au titre de l'article L5211-4-2 précité, il est proposé d'attribuer la part complémentaire indemnitaire aux agents qui ont opté pour le régime indemnitaire de Montpellier Méditerranée Métropole selon les mêmes conditions, au prorata de leur ancienneté dans la collectivité par voie de transfert ou de mutualisation.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été soumise au Comité Technique du 10 octobre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire pour l'année 2018,
- dire que les crédits sont inscrits au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-59793-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.